

Centrale à gaz de Landivisiau : convergence de luttes contre le projet

Ce samedi 23 février, à 14h près de 900 manifestants se sont réunis Place du champ de Foire afin de lutter contre l'implantation d'une centrale à gaz à Landivisiau.

Ils se sont rendus devant le site situé dans la zone de Vern.

Arrêtés aux abords du site, à la lisière de la route de Plouvorn, certains manifestants tentent de rentrer sur le site clôturé par des barrières installées dans la nuit du 11 au 12 février. Les forces de l'ordre tentent de bloquer le passage, en vain. Près de 150 manifestants investissent le site, progressant peu à peu vers un engin figé là. Chantant et dansant au rythme d'un cor, les fervents militants repoussent les gendarmes de Morlaix et Saint Pol de Léon. Les manifestants se retirent peu à peu en direction du centre ville lorsque le renfort de peloton de surveillance et d'intervention de Landerneau et de Brest surgit soudainement.

« Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend » proclame un manifestant portant un masque à gaz.



Déguisements délirants, slogans exhortants, instruments folkloriques

Agrémentée de déguisements délirants, la foule mouvante se laisse cadencer par les instruments folkloriques, les rires vibrants, et les slogans exhortants.

La fanfare se fraye un chemin dans la masse de manifestants. Ils défilent tel un convoi de fourmis qui propage des stridulations, écho d'un air de revendications qui souffle sur Landivisiau. Des points jaunes disséminés dans toute la foule sont venus apporter leur soutien au collectif GASPARE¹. Des drapeaux bretons flottent et surplombent le défilé de manifestants. L'onde sonore se rapproche progressivement des 15 hectares destinés à accueillir une centrale à gaz². Alors que quelques heures plus tôt, assis dans leurs monstres de ferraille des hommes remuaient, retournaient et trituraient la terre qui était, un mois auparavant recouverte d'un duvet vert. La cacophonie des tractopelles brisait ainsi le calme de

ce lieu le 24 janvier, date de début des travaux.

« Plus d'un million de tonnes de CO2 par an, des gaz à effet de serre, des particules fines dans l'air »

« Plus d'un million de tonnes de CO2 par an, des gaz à effet de serre, des particules fines dans l'air », ce sont les arguments mis en avant par les membres de l'association « Landivisiau doit dire non à la centrale ». Selon Mélanie, membre de l'association depuis deux ans et demi, la centrale à gaz serait néfaste puisqu' « entre la voix express, l'usine de lait infantile Sill qui est en train de se construire et potentiellement la centrale à gaz il y a une accumulation de polluants sur la zone de Landivisiau ». Selon la jeune femme accourée d'une perruque verte, « la réponse au contexte environnemental actuel serait « la sobriété énergétique qui nécessiterait de repenser notre façon de vivre ».



« On veut des escargots et des coquelicots »

Dans la foule intergénérationnelle, des enfants scandent le slogan « on veut des escargots et des coquelicots » se réfèrent à une espèce protégée d'escargot, l'escargot de Quimper, vivant sur le site classé Zone Natura 2000 de la future hypothétique centrale à gaz.

Un manifestant martèle « on veut des jonquilles, pas du gaz de Russie » en faisant référence au 21 % du Gaz consommé en France provenant de Russie d'après le bilan énergétique de la France pour 2016 du ministère en charge de l'énergie.

Plus loin, dans le convoi porteur de revendications, une militante mobilisée depuis la création de l'association « Landivisiau doit dire non à la centrale » exprime son indignation quant au projet de centrale à gaz « la centrale générera des particules fines à proximité d'une maison de retraite et d'une école maternelle. Or les particules fines touchent les personnes les plus vulnérables ».

Croisé en queue de manifestation, un militant intégré à l'association de lutte contre la centrale à gaz brandit une pancarte sur laquelle il est inscrit « TOTAL ne gazera pas Landi ! Citoyens, renseignez vous ! ». Celui-ci regrette que l'État ne s'attaque pas aux problèmes de surconsommation à la racine « Le problème que ça pose c'est que c'est l'investissement d'un demi-milliard d'euros pour finalement ne pas réaliser de transition énergétique. Cet argent pourrait être investi dans travaux d'isolation et ainsi faire travailler les artisans locaux »

Le collectif GESPER soutient le projet de centrale à gaz.

Jean Le Vourch, président du collectif GESPER (Groupe d'Études et de Soutien en faveur de la Production des Énergies Régionales) soutient le projet de centrale à gaz de Landivisiau parce que « La Bretagne ne produit pas plus de 13% de l'énergie qu'elle consomme. La pointe Finistère est en bout de ligne, et donc extrêmement fragile. Un Black-Out³ serait une

catastrophe pour le réseau électrique et donc pour les entreprises locales. Il coûterait très cher »

Contacté par téléphone, le partisan de l'implantation de la centrale ne semble pas comprendre les revendications environnementales des opposants. Celui-ci clame qu' « une centrale à gaz est deux fois moins polluante qu'une centrale nucléaire et trois fois moins polluante qu'une centrale à charbon » et que « la voix express qui passe à Landivisiau rejette bien plus d'émissions que la future centrale »

¹ Le collectif GASPARE (Garantir l'avenir solidaire par l'autonomie régionale énergétique) regroupant l'association Force 5 (association agréée pour la protection de l'environnement) et « Landivisiau doit dire non à la centrale » militent depuis 2010, date de la genèse du projet de centrale à gaz, contre son implantation de celle-ci à Landivisiau.

²Né du PEB (Pacte Électrique Breton), ce projet de centrale à cycle combiné au gaz (CCCG) de 400 mégawatts est né afin de réduire la dépendance énergétique bretonne.

³Coupure électrique